

LA RUE, UN ESPACE A NEGOCIER. YAOUNDE (CAMEROUN) ET ANTANANARIVO (MADAGASCAR).

Marie Morelle¹

Mon intervention s'appuie sur mes travaux de thèse (Morelle, 2004), en particulier sur les enquêtes menées de 2001 à 2004 à Yaoundé au Cameroun et à Antananarivo à Madagascar. Elle s'intéresse à l'espace créé par les enfants de la rue.

Ces derniers vivent en permanence au sein de l'espace public, de jour comme de nuit. En cela, je les distingue des enfants *dans* la rue qui travaillent dans la rue la journée mais qui rentrent à leur domicile et retrouvent leur famille à la tombée de la nuit (Marguerat, Poitou, 1994). Partant de cette première définition, il me semble nécessaire de poser plus précisément le cadre général de ma recherche et de revenir, notamment, sur le choix de certains termes.

Ces précisions faites, je propose d'interroger la manière dont les enfants produisent la rue mais sans perdre de vue l'influence d'autres acteurs sur leur possible accession à l'espace urbain. La rue, plus largement la ville, sont des espaces vécus en plus d'être des espaces dessinés et conçus par le pouvoir officiel. De quelle manière la présence des enfants peut-elle interférer dans les politiques urbaines ?

A voir les réactions ponctuelles du pouvoir à Yaoundé et à Antananarivo, je peux douter de l'existence d'une volonté forte proposant des modèles urbains, des choix et des actions sur le moyen et long terme dans le but d'aménager et d'organiser la ville appréhendée dans sa globalité. Il se dégage des actions fragmentaires faites souvent au nom d'intérêts privés, ceux des pouvoirs en place, dont les enfants peuvent devenir l'une des cibles. C'est tout particulièrement vrai au Cameroun où l'Etat (les hommes qui l'incarnent) intervient seul, sans passer par la municipalité.

Mon propos aujourd'hui est donc de dépasser l'analyse des seules stratégies et tactiques des enfants et de mettre en lumière ce jeu des pouvoirs urbains afin de comprendre comment « la

¹ Marie.Morelle@univ-paris1.fr

rue » se construit dans les frottements et les affrontements, et donc la ville. En quoi la rue constitue-t-elle un espace à négocier ?

Il s'agira, dans un premier temps, de présenter brièvement les localisations des enfants et leurs logiques. Dans un second temps, je retracerai l'évolution de ces localisations, sous l'effet des actions des pouvoirs en place, centraux à Yaoundé, municipaux à Antananarivo. Enfin, j'analyserai le sens de ces actions et le rapport des « autres » aux enfants de la rue.

I. CADRE GENERAL

1. Les enfants de la rue à Yaoundé et à Antananarivo, une présence anecdotique ?

A Antananarivo, les enfants ne sont pas plus de mille, bien que leur effectif change d'une évaluation à une autre (en général commandées par diverses ONG). Certains d'entre eux vivent en famille, avec leur père et/ou leur mère ainsi que leurs frères et soeurs. Tous les enfants ne vivent donc pas isolés, sans famille, parmi leurs pairs, à l'inverse de Yaoundé.

Dans la capitale camerounaise, je ne dispose guère de statistiques plus fiables sur une population somme toute très mobile et méfiante. En 2004, ils étaient cinq cents à avoir déposé des affaires à la gare ferroviaire, dans un centre d'écoute central et très fréquenté. Les enfants sont donc quelques centaines à évoluer dans la ville. En conséquence, je peux conclure que leur nombre ne doit pas atteindre un millier dans chaque ville. En cela, leur présence relèverait presque de l'anecdotique.

En outre, celle-ci s'avère récente. Si des textes font référence à l'existence d'enfants errants dans les marchés de la capitale malgache dès les années soixante (Donque, 1965 & 1966), les autorités prennent acte de leur existence à partir des années quatre-vingt seulement, à Madagascar comme au Cameroun. Le phénomène devient alors trop visible pour être tu. Dans l'intervalle de ces vingt années, il est difficile de relever plus que de timides traces de leur existence par le biais d'entretiens et de questionnaires auprès des autorités centrales et municipales, des ONG ou encore des habitants.

La visibilité croissante de ces enfants s'inscrit dans un contexte économique particulier. Depuis les années quatre-vingt, Madagascar et le Cameroun ont été placés sous ajustement structurel par le Fonds monétaire international (Roubaud, 2002 ; Courade, 2000 ; Durang, 2003). Une chute des exportations associée à de lourdes restrictions budgétaires ont ainsi créé une situation de sous-emploi et de chômage d'une part, une nette diminution des dépenses de l'Etat dans le domaine de la santé et de l'éducation d'autre part. Sur fond d'appauvrissement, les liens familiaux et communautaires se sont distendus (Marie, 1997). Nous assistons depuis vingt ans à une remise en cause des systèmes de solidarité pourtant plus nécessaires que jamais face à l'absence d'un Etat-providence et la déliquescence des politiques sociales.

Le départ des enfants dans la rue va s'inscrire en majorité dans l'histoire conflictuelle d'une famille : deuil, divorce des parents, remariage du père ou de la mère, alcoolisme et châtiments corporels. Certains enfants ne trouvent plus leur place. Délaissés, battus, insultés, certains fuguent. Ils quittent leur quartier, leur village et parfois leur ville. Ils échouent à la rue. Ils brisent le lien avec leur quartier, premier espace de socialisation. Ils deviennent ces « purs individus », démunis et exposés (Castel, 1995 : 464). Progressivement, ces enfants semblent irrémédiablement *de la rue*.

Pour autant, il ne s'agit pas de perdre de vue l'écart qui peut exister entre les représentations des enfants, qui subissent cette catégorie peut-être plus qu'ils ne s'y identifient et ne se l'approprient, et celles des habitants et autorités qui participent à sa construction.

2. Les enfants de la rue, la construction sociale et spatiale d'une catégorie

Je dois tout d'abord préciser que lors de mes terrains de recherche, j'ai rencontré et pris en compte des « enfants » âgés de dix ans comme de vingt-cinq ans. La filiation que sous-entend le terme « enfant » a sa pertinence. Elle renvoie à la rupture originelle avec la famille qui en fait des enfants *de la rue* bien que de manière non automatique et immédiate.

En outre, celui qui est enfant (*infans* en latin) est étymologiquement « celui qui ne parle pas ». Or celui qui vit dans la rue n'a pas la parole, il n'a pas de place ni de statut. En cela, il paraît être un « enfant » au sein de la société.

Cependant, cela n'efface en aucun cas la capacité de ces enfants à agir, au mieux à réagir et à résister en tant que sujets à une identité et à une catégorie qui prétendent les définir. Ces remarques préliminaires soulignent même la diversité des profils des enfants, ne serait-ce que leur âge et rendent alors nécessaire une interrogation quant à la manière dont cette catégorie « enfants de la rue » émerge dans le discours des autorités, des habitants et des ONG.

La catégorie des enfants de la rue est largement construite par les regards et les pratiques des habitants, des autorités centrales et municipales et des ONG. Le premier stigmate qui pèse sur ces enfants est leur absence de toute domiciliation, de tout rattachement à une communauté, et à un espace résidentiel, espace essentiel de socialisation. En outre, n'exerçant que rarement une activité fixe, leurs réseaux de sociabilité se restreignent de plus en plus à la rue et à leurs pairs, spécialement à Yaoundé. Enfin, certains d'entre eux accumulent les arrestations, éventuellement au titre du délit de vagabondage ou au titre d'autres pratiques illégales (le vol avec violence ou non). Suivent des détentions dans les cellules des commissariats voire des incarcérations en prison plus ou moins longues. Les enfants vivent ainsi une stigmatisation de la part des habitants allant croissant avec l'âge. Du fait de ces pratiques, les citadins et les autorités vont progressivement attacher ces enfants à la rue, appréhendée comme univers social et spatial.

Il faut donc appréhender la catégorie des enfants de la rue comme un processus et non comme état presque « naturel ». Le lien à la rue n'a rien d'immédiat ni d'évident. De même, en tant que chercheuse, je ne dois pas évincer la grande hétérogénéité des situations et ne pas participer, malgré moi, à un phénomène de stigmatisation. Quelles peuvent être les conséquences d'une recherche qui affirmerait sans nuance l'existence d'une catégorie : *les enfants de la rue*, au risque de l'essentialiser ?

II. LOGIQUES ET TACTIQUES DE LOCALISATION

Il est délicat d'appréhender le moment où l'espace public, *a priori* neutre, bascule et se transforme en territoire. Les enfants peinent à délimiter leur espace de vie et à y projeter une part de leur être.

1. La création de secteurs

A Yaoundé, les enfants parlent de leurs espaces en termes de secteurs ou de *mboko*.

A l'origine, les enfants de la rue de Douala, capitale économique du Cameroun, étaient appelés dans le langage courant : *nanga boko*. Cette expression était tirée de la phrase *a nanga o boko*, soit « il a dormi dehors ». *O boko* en langue douala, signifie « le dehors » et provient du mot *éboko* qui signifie le dehors / la cour / l'extérieur; et *nanga*, « dormir » (Balandier, 1976 et Eboko, 2002). *Nanga boko* résume donc parfaitement la situation des enfants qui vivent en permanence dans la rue, y compris à la nuit tombée.

Ces enfants de Douala comme de Yaoundé (et des autres villes du Cameroun) se sont emparés de ce dénominateur et l'ont raccourci. Ils se nomment ainsi les *mboko*. Cependant, ils emploient également ce terme pour désigner leurs secteurs. J'ai conservé cette dénomination qui traduit une appropriation spécifique de l'espace. Je l'ai appliqué également à la situation tananarivienne.

Plusieurs types de secteurs sont alors identifiables. Les gares ferroviaires et routières sont le domaine des chargeurs. Des enfants se glissent jusqu'aux trains pour porter des colis en attente dans un va-et-vient entre les taxis, les entrepôts, la gare et les véhicules de transport, particulièrement à Yaoundé.

Dans les grands marchés urbains, les enfants sont majoritairement des porteurs. Ils proposent aussi leurs services aux commerçants pour les aider à nettoyer et à ranger leurs étals. Ils jettent les ordures et les eaux usées. Dans le fourmillement des marchés, les potentialités de travailler et/ou de voler sont importantes.

Des emplacements plus ponctuels existent également. A cet égard, les boîtes de nuit constituent des espaces très attractifs pour mendier ou pour voler. Il est possible d'y travailler de nuit en complément ou non du jour. Elles représentent des sources de revenus importantes, certains y concentrant leur activité. Devant les cinémas ou les cabarets, les enfants gardent les voitures des clients, mendient parfois. Ils sont aussi rabatteurs pour les prostituées ou effectuent de menus travaux dans les bars de nuit (ménage, « plonge »).

Les enfants accomplissent ces activités au gré des opportunités, en quête permanente d'argent.

Ils n'hésitent pas abandonner un job pour un autre, pour voler ou simplement, à Yaoundé, pour partir tenter sa chance dans une autre ville. Ce qu'ils gagnent va rarement être épargné. C'est pourquoi aucune des activités des enfants ne demande un petit capital. En outre, c'est là un élément fondamental, ils se feraient voler leur stock ou leur matériel par de plus forts qu'eux.

2. La figure du rhizome

La violence inhérente à la rue, émane autant de leurs pairs que des habitants, des policiers et des militaires. Tous les enfants vivent donc au jour le jour. Ils se déplacent facilement. Ils sont dans l'adaptation permanente. Ils fuient les secteurs, y reviennent, repartent : les petits fuient les grands, plus forts et plus expérimentés ; ceux-ci se volent entre eux à la suite d'un petit braquage et doivent disparaître pendant quelques mois, se faire oublier de la police mais aussi de leurs complices. Dans la rue, il n'existe pas de chefs chargés de faire respecter un code de valeurs communes et une relative solidarité. De la même manière, les rites d'entrée sont inexistantes. Par exemple, tous viennent demander des « droits de secteur » au nouveau venu. La durée de ce racket et les sommes varient d'un individu à l'autre, selon la capacité de l'arrivant à se défendre, quand il ne choisit pas, tout simplement, de fuir le secteur. Mais les interstices urbains où se glisser pour s'abriter et se cacher sont rares. S'il arrive à quelques enfants de passer quelques nuits à deux ou trois dans un véhicule ou dans une salle vidéo, tous, petits et grands, se retrouvent, en définitive, dans les principaux secteurs de la ville.

Je ne m'attarderai pas ici sur l'illusion quant à des droits de secteurs et l'existence de chefs et de bandes que j'ai cherchés, en vain, trois années durant dans l'idée de voir émerger et de délimiter des territoires précis (Morelle, 2006a).

L'espace de vie des enfants découle du contexte, du moment de la journée et des nécessités liées au climat. Il évolue aussi au fil des mois, des années et des expériences. Les enfants usent de tactiques, s'adaptent, résistent mais ne déploient pas de véritables stratégies (Certeau, 1990 : xlvi). L'attachement au secteur tient davantage de la logique de l'avoir que de l'être. Le secteur n'est pas défendu. Les enfants de la rue doivent tous être mobiles et prêts à en changer.

En conséquence, à défaut de territoires circonscrits aux formes abouties, il existe un processus de territorialisation de la rue à l'échelle de la ville. Les enfants mettent en réseau des secteurs différenciés en se promenant et en cherchant de l'argent au fil des jours et des années. La rue des enfants est ainsi faite de lieux fixes et d'itinéraires reconnus. Plus que la forme, c'est le processus, le mécanisme de la reconnaissance de l'espace, de ses potentialités, de ses appropriations par les enfants qui comptent ici. Leur espace suit des lignes plus qu'il ne se réfère à des points. Qu'un lieu disparaisse, un nouveau apparaît et se connecte au réseau. C'est pourquoi, au sujet de la rue, j'ai évoqué la figure du « rhizome », seule possibilité pour exister et pour créer la rue (Deleuze, Guattari, 1976)².

Ces tactiques sont d'autant plus nécessaires que l'occupation de l'espace urbain et la production de « la rue » ne se jouent pas qu'entre les seuls enfants.

III. EVOLUTION DES LOCALISATIONS. UNE NEGOCIATION AVORTEE.

La majorité des enfants vivent dans les espaces publics, hors des espaces résidentiels où leur présence serait immédiatement repérée par les habitants qui n'hésiteraient pas à les repousser, parfois avec violence. En effet, la moindre de leur incursion à l'intérieur d'un quartier provoque la méfiance des habitants, méfiance somme toute justifiée dans bien des situations : les enfants y vont souvent dans le but de voler. A Yaoundé, s'ils sont pris, ils sont frappés à coups de bâton, de machette, parfois brûlés (Morelle, 2006b).

Les enfants se replient dans l'espace public qui leur offre un potentiel financier non négligeable aux enfants et leur permet également de se mouvoir dans l'anonymat et de disparaître au cœur de la foule des passants. Très souvent, ils vivent dans les espaces de représentation du pouvoir : axes goudronnés, boulevards baptisés des noms des pères de l'indépendance et des présidents successifs. Ils entrent alors en concurrence directe avec les autorités, municipales mais aussi centrales.

² Je développe cette référence citée par P. Rohmer au sujet des enfants des rues de Phnom Penh (Cambodge) : P. Rohmer, *La jeunesse marginalisée à Phnom Penh : aspects utilitaires et identitaires de l'espace urbain*, mémoire de DEA, Universités Paris I et Paris IV, 2003, 153 p.

Celles-ci ont donc fini par réagir à la présence des enfants au gré d'événements ponctuels ou de politiques urbaines inscrites sur le plus long terme.

Antananarivo et Yaoundé sont deux capitales. Vitrines de leur pays sur la scène internationale, ces deux villes constituent un espace de représentation pour le pouvoir en place. Dès lors qu'un sommet politique, une rencontre sportive ou la venue d'un chef d'Etat s'organise, il faut « nettoyer » cette scène, la ville, ses espaces publics centraux. Cela peut aussi être le moyen d'exprimer un certain pouvoir et un contrôle sur la ville.

1. Le sommet politique de Yaoundé en 2001

En 2001, un événement va provoquer le « déguerpissement » des enfants de Yaoundé du centre-ville : l'organisation du sommet France-Afrique avec la réception du président français Jacques Chirac par son homologue camerounais Paul Biya.

Entre autres travaux, le centre-ville aux rues rectilignes et goudronnées, passage obligé de tout cortège présidentiel a fait l'objet de mille attentions. Yaoundé devient la vitrine d'un pouvoir fort ayant la maîtrise de son territoire. Le désir d'ordre (ou celui de faire croire à un ordre dans la ville) prend le pas sur la « ville à l'œuvre ». Les vendeurs « à la sauvette » sont déguerpis, leurs étals parfois brûlés.

Les enfants ne sont pas épargnés. Les descentes nocturnes des forces de l'ordre se multiplient dans les secteurs du centre-ville. Les enfants sont régulièrement frappés jusqu'à ce qu'ils partent (tribunes du 20 mai, rond-point de la poste)³. « *On a vidé la rue* » (un inspecteur des Affaires sociales, Yaoundé, avril 2002).

Ainsi les forces de l'ordre sont les principaux agents de cette entreprise urbaine. Maints dysfonctionnements font de ces véritables opérations d'intimidations des actes totalement illégaux. Les forces de l'ordre incarnent l'Etat et interviennent au nom d'une violence légitime. Même lorsqu'elles s'écartent du droit, leur statut leur permet de légitimer leur violence symbolique et physique hors cadre en continuant de s'appuyer sur un système de

³ Je précise que cette intervention porte sur les points de frictions entre forces de l'ordre et enfants de la rue, appréhendés au travers de l'expérience et des discours des enfants. J'ai été témoin de violences policières au cours de mes enquêtes dans un commissariat et dans la rue : menaces, coups, tirs de balle. J'ai conscience que ce point appelle à développer une nouvelle piste de recherche afin de creuser les pratiques sociales et spatiales ainsi que les représentations que nourrissent les hommes et femmes en tenue à l'égard des enfants de la rue mais aussi, plus largement, de la ville de Yaoundé.

normes et de stigmatiser des déviances urbaines. Elles deviennent donc des facteurs de désordre, de violence et d'incertitude.

Ces opérations de « ratissage-nettoyage » présentent un caractère universel. Dans bien des capitales du monde, la venue d'un chef d'Etat ou l'organisation d'un sommet politique enclenche ce type de pratiques pour faire place nette (sommet de l'UA à Maputo au Mozambique en 2003, réunion avec les IFI à Nairobi au Kenya en 1994). Nous pourrions également évoquer le traitement des sans-abri par les municipalités européennes (Zeneidi Henry, 2002). Aujourd'hui, une architecture disciplinaire et dissuasive (bancs tubulaires, sièges espacés, cônes et piques métalliques) trouve à s'exprimer, par exemple, en France, dans le métro parisien aux dépens des sans-abri (Argillet, Pate, 2004), alors contraints aux marches forcées.

A Yaoundé, pour affirmer sa capacité de contrôle, le pouvoir quadrille l'espace. Cela va donc plus loin qu'une opération de réhabilitation de l'image de la ville. L'insécurité est l'alibi majeur pour contrôler l'identité de tous. En s'en prenant aux enfants parfois avec violence, l'Etat impressionne autant qu'il rassure. Par ses actions, le pouvoir cherche aussi à se maintenir. Les divers couvre-feux qui se succèdent dans la ville depuis dix ans permettent de conclure que l'image de la ville n'est que secondaire face aux intérêts privés du pouvoir qui n'hésite pas à frapper, à torturer (opération Vautour, Epervier, Harmattan à Yaoundé) et à tuer (Commandement opérationnel à Douala en 2000, Malaquais, 2002 ; FIDH, 1998).

La violence de l'Etat (du pouvoir politique qui cherche à le représenter) semble trouver son sens dans cette incarnation d'un ordre accepté par une majorité qui le subit mais s'en rassure aussi (les habitants de Yaoundé). Au Cameroun, en dépit de la crise, le clientélisme d'Etat perdure, au même titre que sa capacité d'arrêter, de blesser ou de tuer malgré les mouvements de démocratisation du début des années quatre-vingt-dix (Sindjoun, 1996). Le paradoxe demeure dans l'esprit des habitants, dont le sentiment d'insécurité augmente parallèlement à leur conscience de l'usage illégitime de la violence des autorités. La mise sur pied d'opérations spéciales (précédemment citées) ont fait basculer les habitants du soulagement de voir l'Etat agir à la peur de ses actions-exactions. Se crée un cercle des peurs qui ne connaît pas de fin. Des enfants eux-mêmes n'échappent pas aux tirs de la gendarmerie. L'espace public, multifonctionnel, tend à devenir l'espace de prédation d'une minorité.

Bien sûr, les enfants savent se jouer de beaucoup de contraintes sans se soucier des tentatives de mise à la marge. Ils ont su réinvestir discrètement leurs secteurs du centre-ville. A chacune de leur entrée en prison, ils déclarent un nouveau nom afin d'éviter toute aggravation de peine pour récidive ! L'autoritarisme de l'Etat côtoie le laisser-faire, rendant plus opaque encore son action.

Qu'en est-il à Antananarivo ?

2. Réhabilitation du centre-ville à Antananarivo en 1997

En 1997, les Jeux de la francophonie se déroulent dans la capitale malgache. En prévision de l'événement, la municipalité envoie son personnel à bord de « camions bleus » chasser les enfants (et les familles de rue). Dans la lignée, de grands travaux de réhabilitation du centre-ville, Analakely, débutent. Deux objectifs se mêlent au sein de cette opération.

La ville, longtemps abandonnée par le pouvoir en place offre au regard des paysages considérablement dégradés (Fournet Guerin, 2002). Au centre-ville, le *Zoma*, grand marché hebdomadaire, entraîne des embouteillages. Les produits stockés attirent les rats. La foule occupe le cœur de l'espace urbain, asphyxié. Les vendeurs « à la sauvette » se sont installés bien au-delà de l'enceinte du marché et occupent les trottoirs de toutes les rues voisines.

Mais par le biais de la dénonciation du *Zoma*, un autre discours pointe, au-delà des questions d'insalubrité et de circulation. De plus en plus, des habitants dénoncent la venue de paysans, leur installation précaire à même la rue pour vendre leurs productions et, errant dans la foule, la présence des chômeurs plus ou moins assimilés aux voleurs, présentés comme des marginaux et des « oisifs » (Ramamonjisoa, 1978).

Le *Zoma* disparaît donc pour laisser place à un marché au périmètre plus restreint tandis que d'autres sont créés en divers points de la ville. La circulation se fluidifie. Petit à petit, les façades décrépées des immeubles longeant le boulevard principal sont repeintes. Surtout, les magasins et les arcades sont équipés de grilles, privant d'abri pour la nuit et contre la pluie les enfants et les familles de la rue, habitués à se glisser sous les auvents.

Ces derniers sont à peine autorisés à dormir dans la rue. Ils apprennent à se jouer des rafles, à sortir leurs cartons et à monter leurs « maisons » de sachets plastique à la tombée de la nuit, avant de ranger en toute hâte, au lever du soleil, ces maigres protections, de les cacher derrière un mur ou de les accrocher dans les branches d'un arbre. Ils peuvent laisser leurs affaires le dimanche seulement, jour chômé.

Les Tananariviens ont certes gagné en quiétude lors de leurs déambulations mais ils regrettent aussi ce moment intense de la vie de la capitale (Fournet Guerin, 2004). L'espace public recule, au profit d'équipements sécuritaires bien que l'optique principale reste ici de moderniser la ville.

Pour les enfants, ces nouveaux aménagements se traduisent aussi par un indéniable manque à gagner. Ils se replient vers des marchés péricentraux et périphériques.

Ainsi « la rue » se construit dans les frottements et les affrontements au sein même de l'univers des enfants et face aux citoyens, à l'Etat et à ses agents. A la suite des actes de ces derniers, commandés par le pouvoir en place, les enfants peinent à privatiser l'espace public, spécialement le centre-ville. Quelle place est alors possible pour les enfants de la rue ?

A Antananarivo, leur interlocuteur privilégié est les ONG. Certaines d'entre elles, nationales mais aussi internationales mettent sur pied des projets en périphérie de la ville. Elles construisent des villages pour les enfants mais aussi pour les familles de rue. L'accès à la scolarité et à la formation, à la santé est garanti. Mais les enfants sont définitivement hors de la ville, dans des villages de sans-abri, tout autant sujets à la stigmatisation.

A Yaoundé, les ONG, moins nombreuses, peinent à se faire entendre des enfants qui gagnent plus en volant un téléphone portable qu'en cherchant à s'établir comme menuisier au sein du « secteur informel ». Certains enfants parviennent tout de même à louer une chambre. En 2004, ils m'avouaient pourtant avoir des difficultés à se défaire de leur identité d'enfant de la rue. Leurs voisins les voyant partir à la gare effectuer de petits jobs les considéraient encore comme des *mbokos*. D'autres alternent enfin la vie dans la rue et en prison. Celle-ci devient un espace à part entière de l'univers de la rue.

Nous voyons comment l'analyse de la production d'une catégorie nous enseigne sur des villes frappées par une crise très forte tant économique et sociale. Des frontières sociales et spatiales s'y édifient dans un contexte de montée de l'individualisme. Les habitants deviennent vulnérables. Ils ont peur d'être possédés et déclassés, ils craignent aussi des agressions d'ordre physique. En réaction, ils créent une figure de l'Altérité. Ici, les Autres, ce sont donc ces enfants de la rue.

Bibliographie

Argillet S., Pate G., 2004, « Le repos du fakir », *Vacarme*, n° 29, pp. 150-151

Balandier G., 1976, « Economie, société et pouvoir chez les Duala anciens », *Cahiers d'études africaines*, n°59, XV-3, pp. 361-380

Boeck (De) F., M.F. Plissart M.F., 2005, *Kinshasa, Récits de la ville invisible*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 285 p.

Bopda A., 2003, *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration. A quoi sert une capitale d'Afrique tropicale*, CNRS éditions, Paris, 422 p.

Bourdieu P., 2002, *Questions de sociologie*, Minit, Paris, 277 p.

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 490 p.

Certeau (de) M., 1990, *L'invention du quotidien-I. arts de faire*, Folio essais, Paris, 344 p.

Courade G. (eds.), 2000, *Le désarroi camerounais : l'épreuve de l'économie-monde*, Karthala, collection économie et développement, Paris, 283 p.

Deleuze G., Guattari F., 1976, *Rhizome, introduction*, Les éditions de Minit, Paris, 74 p.

Donque G., 1965 & 1966, « Le Zoma de Tananarive. Etude d'un marché urbain », in *Revue de géographie, Madagascar*, n°7, p. 105-227 et n°8, p. 93-245

Durang X., 2003, *Vivre et exister à Yaoundé. La construction des territoires citadins*, thèse de doctorat de géographie, Université Paris IV-Paris Sorbonne, IRD, 409 p.

Eboko F., 2002, *Pouvoirs, jeunesse et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets*, thèse de doctorat en science politique, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 460 p.

Fournet Guerin C., 2004, « La suppression du marché du Zoma à Tananarive : perte de l'un des fondements traditionnels de la citoyenneté ou revanche de la ville ? », *Annales de Géographie*, n° 637, pp. 297-315

Fournet-Guerin, C., 2002, *Vivre à Tananarive. Crises, déstabilisations et recompositions d'une citoyenneté originale*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris IV-Sorbonne, 622 p.

FIDH, *Cameroun : arbitraire, impunité et répression*, La lettre hebdomadaire de la FIDH, hors série n° 259, Paris, mai 1998, 41 p.

Malaquais D., 2002, « Death Douala Style », International Interdisciplinary Workshop, Johannesburg, August 7-9, 2002, 20 p.

Marguerat Y.(dir.). 2003, *Garçons et filles des rues dans la ville africaine, Diversité et dynamique des marginalités juvéniles à Abidjan, Nairobi, Antananarivo*, Rapport, IRD - CODESRIA, 289 p., non publié

Marguerat Y., Poitou D., 1994, *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire*, Fayard, les enfants du fleuve, Paris, 627 p.

Marie A., 1997, *L'Afrique des individus*, Karthala, Paris, 440 p.

Morelle M., 2006a, « Jeunes de la rue et culture de rue à Yaoundé (Cameroun). Micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ? », *Géographie et cultures*, n° 55, pp. 59-80

Morelle M., 2006b, « La « rue » dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar) », *Annales de géographie*, n°650, pp. 339-360

Morelle M., 2004, *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar)*, thèse de doctorat de géographie, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 496 p., à paraître, éditions du CNRS (2007)

Ramamonjisoa J., 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, thèse de IIIe cycle, Antananarivo, 768 p.

Rodriguez-Torres D., 1996, « Le gang Serena : origine et production d'une contre société de la rue à Nairobi », *Politique africaine*, n°63, pp. 61-71

Rohmer P., 2003, *La jeunesse marginalisée à Phnom Penh : aspects utilitaires et identitaires de l'espace urbain*, Mémoire de DEA, Universités Paris I et Paris IV, 153 p

Roubaud, F. (dir.), 2002, « Madagascar après la tourmente: regards sur dix ans de transitions politique et économique », *Afrique contemporaine*, n°202-203

Sindjoun L., 1996, « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'Etat », *Politique africaine*, n°62, pp. 57-67

Zeneidi-Henry D., 2002, *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, Bréal, Paris, 288 p.